

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 Rue de Bruxelles
12000 RODEZ

RODEZ, le 01/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2022

Contexte et constats

Publié sur



CMGO Carrières et Matériaux du Grand Ouest

carrière de Puech Hiver
RD 85
12330 Salles-la-Source

Références : n° 12-CARMIN-2022-63
Code AIOT : 0006800126

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2022 dans l'établissement CMGO Carrières et Matériaux du Grand Ouest implanté à Le Dévezou et Les Calzérous parcelles n° 37, 38, 40, 41, 212, 232 section BL 12850 ONET LE CHATEAU. L'inspection a été annoncée le 20/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CMGO Carrières et Matériaux du Grand Ouest
- Le Dévezou et Les Calzérous parcelles n°37,38,40,41,212,232 section BL 12850 ONET LE CHATEAU
- Code AIOT : 0006800126
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La carrière d'Onet-le-Château est une carrière de calcaire autorisée pour une durée de 28 ans par l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2002. Celle-ci est actuellement exploitée par campagne. Seul un tir de mine a été réalisé sur l'année 2022 (absence de campagne de concassage). Il n'existe plus d'installation de traitement fixe sur le site de la carrière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- surveillance environnementale

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prévention des envols de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2.	/	Sans objet
2	Plan de surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5.	/	Sans objet
3	Stations de mesure	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6.	/	Sans objet
4	Campagnes de mesure	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6.	/	Sans objet
5	Méthode de mesure	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7.	/	Sans objet
6	Respect valeur limite	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7.bis	/	Sans objet
7	Station météo	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8.	/	Sans objet
8	Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9.	/	Sans objet
9	Retombées poussières	AP Complémentaire du 23/06/2021, article 22.3.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est très peu exploitée (1 tir dans l'année sans opération de concassage). Aucune non-conformité relative aux émissions de poussières n'a été constaté. Quelques mises à jour doivent néanmoins être opérées sur le plan de surveillance (rose des vents et réflexion sur l'implantation des jauges).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des envols de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.2.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ; - la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ; - les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ; - les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage. <p>Constats :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin de limiter les envols de poussières à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les pistes sont empierrées et l'entrée et la sortie de la carrière sont en enrobé, - la vitesse est limitée à 30km/h aux engins du site, - la foreuse est équipée d'un système de dépoussiérage. <p>L'exploitant précise qu'il n'y a pas de présence de système de lavage de roues. Néanmoins, il n'est pas constaté de boues en sortie de site.</p> <p>Le jour de l'inspection, la carrière n'était pas en activité et le transport bâché n'a pu être vérifié mais fait partie intégrante des mesures mises en œuvre d'après le plan de surveillance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan de surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières.</p> <p>Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>La carrière, autorisée à extraire 180 000 tonnes au maximum, est soumise à la surveillance des démissions de poussières. A ce titre, l'exploitant a présenté son plan de surveillance datant de septembre 2019.</p> <p>Ce plan décrit point par point les éléments demandés par la réglementation.</p> <p>Observations : L'inspection a constaté des erreurs de données (à savoir la rose des vents qui correspond à celle de la carrière Puech Hiver à Salles-la-Source). Néanmoins, les données actualisées pour le site d'Onet le Château sont consultables sur le bilan 2021.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à mettre à jour le plan de surveillance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Stations de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).
Constats : Le plan de surveillance présenté comprend 5 stations : 1 station témoin de type a OLC4 et 4 stations en limite de site de type c.
Observations : Seule une habitation est située à moins de 1500m de la carrière, celle-ci n'est pas exposée aux vents dominants Ouest-Nord Ouest. Néanmoins, l'exploitant s'engage à réfléchir à déplacer la jauge OLC3 à proximité de cette habitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Campagnes de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.
Constats : Sur le bilan 2021 consulté lors de l'inspection, les campagnes ont eu une durée de trente jours (+ ou - 2). Elles sont réalisées tous les 3 mois. Bien qu'aucune valeur ne dépasse les 500mg/m2/jour, l'exploitant continue de réaliser des campagnes trimestrielles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Méthode de mesure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m2/jour.
Constats : Le suivi des retombées de poussières sur la carrière est assurée par des jauges OWEN sous le respect de la norme NF X 43-104.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Respect valeur limite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7.bis
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'objectif à atteindre est de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : Aucun dépassement de la valeur de 500mg/m2/jour n'a été constaté lors des campagnes de l'année 2021 ainsi que sur les 2 premières campagnes de l'année 2022 (rapports disponibles). En moyenne annuelle glissante, la valeur limite est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Station météo

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques. Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.
Constats : Le site dispose de sa propre station météo où est enregistrée en continu la direction et la vitesse du vent, la température et la pluviométrie. La station météo fait l'objet d'une maintenance (dernière fiche contrôle consultée en date du 19/10/2022).
Observations : La fiche maintenance devra être améliorée en prenant en compte la réalisation des opérations de maintenance réellement effectuées (notamment enlèvement et nettoyage de la crépine).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : L'inspection a consulté le bilan 2021. Le bilan 2022 est en cours de rédaction. Le bilan 2021 prend en compte l'historique des valeurs, la valeur limite, la valeur de la jauge témoin, les conditions météorologiques (pluie, température, vent) ainsi que l'activité de la carrière (suivi du tonnage extrait, des apports extérieurs de déchets, etc.).
Observations : Sur les campagnes 2022, le prestataire a considéré une station sur le site de Salles-la-Source comme station témoin. Les compte-rendu d'analyses devront être revus, la station témoin devant être à proximité du site et donc représentative de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Retombées poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/06/2021, article 22.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Retombées poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les espaces naturels des "Pelouses de la Combe" (ZNIEFF de type I - 730011226) et de "Causse Comtal" (Site NATURA 2000 - FR7300868) bénéficie d'une surveillance adaptée à leurs enjeux (habitats, faune et flore). L'exploitant dispose, en accord, avec l'inspection des installations classées, deux jauges de retombées aux abords de ces espaces naturels. Les campagnes de mesures ont même durée et même fréquence que celles prescrites à l'article 22.3.5.
Constats : L'exploitant dispose de 2 jauges à proximité de ces espaces naturels (OLC1 et OLC5). Les durées des campagnes de mesures et la fréquence de celles-ci sont identiques à celles réalisées pour les autres jauges.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet